



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DES PRODUITS

RÉUNION CONJOINTE DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES FIBRES DURES ET DE LA TRENTE-SIXIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE JUTE, LE KÉNAF ET LES FIBRES APPARENTÉES

Rome, 31 janvier–2 février 2007

ACTIVITÉS RELATIVES AU DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS: PROJETS SUR LES FIBRES DURES FINANCÉS PAR LE FONDS COMMUN POUR LES PRODUITS DE BASE

I. INTRODUCTION

1. Le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures est un organisme international de produit désigné en vertu des règles du Fonds commun pour les produits de base. À ce titre, le Groupe est chargé de parrainer des projets concernant les fibres dures en vue d'un financement par le Fonds commun, de superviser les projets en cours d'exécution et d'établir des rapports sur leur état d'avancement. Le Groupe intergouvernemental sur le jute, le kénaf et les fibres apparentées n'a pas le même rôle.
2. Le présent document fait le point des progrès accomplis dans la formulation et l'exécution des projets parrainés par le Groupe. Il contient les informations dont le Secrétariat disposait au moment de sa préparation; les renseignements supplémentaires recueillis par la suite seront fournis au cours de la réunion.
3. Depuis la réunion conjointe de décembre 2004, trois projets ont été menés à bien, quatre projets (dont un projet au titre de la procédure accélérée venant compléter un grand projet achevé) sont en cours d'exécution, et plusieurs nouvelles propositions sont à divers stades de la filière. Une proposition de projet a été refusée par le Fonds commun de façon imprévue.
4. Les délégués à la réunion pourront, s'ils le souhaitent:
 - a) Passer en revue et examiner les résultats des projets achevés;
 - b) Évaluer l'état d'avancement des projets en cours d'exécution;

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.
La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

- c) Approuver les nouvelles propositions de projets et en établir l'ordre de priorité; et
 - d) Identifier de nouveaux domaines d'intervention pour des projets futurs.
5. Outre l'examen de projets individuels et de propositions de projet, d'autres questions ont été soulevées concernant les rapports du Groupe avec le Fonds commun sur lesquelles les délégués souhaiteront peut-être se pencher:
- 1. L'attention accordée par le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures à l'approbation des propositions de projet et à la supervision des projets en cours d'exécution.
 - 2. Le deuxième plan d'action quinquennal du Fonds commun pour les années 2008–2012, où chaque OIP (Organisme international de produit) est invité à identifier les programmes et les projets pour lesquels il demandera un financement durant la période de cinq ans.
6. Les délégués pourraient aussi vouloir envisager la possibilité de recourir à d'autres sources que le Fonds commun pour financer les activités de développement de produits.

II. PROJETS EN COURS D'EXÉCUTION

A. UTILISATION ÉCOLOGIQUE DES DÉCHETS DE SISAL POUR LA PRODUCTION DE BIOGAZ ET D'ENGRAIS BIOLOGIQUES

7. Les activités entreprises dans le cadre de ce projet ont été considérées au départ comme partie intégrante du projet précédent concernant le sisal – *Développement des marchés et des produits dérivés du sisal et du henequen* – mais il a été approuvé par la suite en tant que projet distinct bénéficiant d'une subvention. L'objectif est de déterminer la viabilité technique et économique de la production de gaz et d'engrais à partir des déchets de sisal. Les activités comprennent la construction d'une installation pilote de production de biogaz qui pourra à son tour produire de l'électricité, l'élaboration d'une stratégie nationale concernant l'utilisation rationnelle et écologique du gaz provenant du sisal pour la production d'énergie. L'utilisation des déchets de biogaz pour la production d'engrais sera étudiée.
8. Le coût total du projet s'élève à 1,5 million de dollars EU, dont 927 712 dollars EU versés par le Fonds commun.
9. L'exécution du projet a subi des retards considérables depuis son approbation par le Conseil d'administration du Fonds commun en avril 2004. Des difficultés ont surgi pour identifier un hôte local pour le projet, en particulier parce qu'une société sélectionnée a rencontré des difficultés financières. En outre, la sélection longue et ennuyeuse d'un entrepreneur international a dû être répétée car la société choisie au départ s'est retirée du projet. Une autre société a été sélectionnée en mai 2006.
10. On indique que l'exécution du projet par l'ONUDI se poursuit comme prévu et les activités devraient s'achever à la mi-2007.

B. VALORISATION DU SISAL: REMPLACEMENT DE L'AMIANTE PAR LA FIBRE DE SISAL DANS LES COMPOSITES CIMENT

11. Ce projet pilote triennal vise à établir la viabilité technique et économique de l'utilisation de la fibre de sisal dans la production de matériaux de construction destinés à l'industrie du bâtiment. Le projet déterminera la faisabilité à la fois technique et financière de la production de composites sisal-ciment, et du même coup le potentiel de remplacement des fibres d'amiante fréquemment utilisées dans l'industrie des matériaux de construction. Les activités seront centrées sur la définition des paramètres techniques de divers mélanges de fibres de sisal et de ciment, permettant de satisfaire aux critères de performance minimums fixés par les organes de réglementation.

12. Le coût total du projet est de 1 362 500 dollars EU, financé par le Fonds commun à hauteur de 672 500 dollars EU. L'agent d'exécution du projet est la SEBRAE du Brésil.

13. Les documents de projet ont été signés, avec un certain retard, au début de 2005, mais il y a eu d'autres renvois et les fonds n'ont été mis à la disposition de l'agent d'exécution du projet qu'à la mi-2006. Un atelier de démarrage a eu lieu en septembre 2006, des plans de travail ont été formulés et les activités ont démarré. Le projet devra être correctement géré afin qu'il n'y ait pas d'autres retards et qu'il soit mené à bien dans un délai de trois ans.

C. INSTALLATION PILOTE POUR UN TRAITEMENT EFFICACE DES FIBRES DE COCO ET UN CONTRÔLE EFFECTIF DE LA QUALITÉ

14. Le projet a pour objectif d'entreprendre des activités opérationnelles de recherche-développement pour améliorer les techniques d'extraction des fibres et mettre au point des normes à utiliser pour des procédures de contrôle de la qualité. Le projet mettra en place une installation pilote pour la démonstration de pratiques de transformation optimales susceptibles d'être adoptées par les petites unités de traitement des fibres qui sont dominantes dans le secteur. Le renforcement de la production (quantités accrues et qualité améliorée) doit s'accompagner d'améliorations au niveau des conditions de travail et dans le milieu de production, qui se traduiront au bout du compte par une plus grande rentabilité à l'autre extrémité de la chaîne de production de la fibre de noix de coco.

15. Le projet est exécuté par l'Industrial Technology Institute (ITI) de Sri Lanka.

16. Le coût total du projet se monte à 730 765 dollars EU, dont 480 373 dollars EU versés par le Fonds commun.

17. Les documents de projet ont été signés à la fin de 2004, mais le démarrage du projet a été renvoyé jusqu'à la mise au point définitive des arrangements entre les institutions à Sri Lanka, et le projet a été officiellement lancé en octobre 2005. Depuis, un rapport sur les caractéristiques des fibres a été achevé. D'autres activités ont été centrées sur des arrangements pour la construction d'un bâtiment, la fourniture d'équipement et la dotation en personnel; au moment de la préparation du présent document, il n'y a pas d'autres progrès significatifs à signaler.

D. MISE EN SERVICE D'UNE INSTALLATION PILOTE POUR L'EXTRACTION ET LA PRODUCTION CONTINUES DE FIBRES DE SISAL

18. Ce projet a été approuvé en tant que projet à petit budget et « en procédure accélérée ».

19. Le coût total du projet se monte à 135 750 dollars EU, couvert par le Fonds commun à hauteur de 118 500 dollars EU.

20. Ce projet met en œuvre des activités qui complètent celles entreprises au titre du projet *Développement des marchés et des produits dérivés du sisal et du henequen* notamment l'élaboration et le choix de la technologie la plus appropriée pour l'extraction des fibres de sisal pour la réduction en pâte. Il a été constaté dans le projet original que le broyeur à marteaux peut produire des fibres de bonne qualité après deux passages dans la machine. Toutefois, un fonctionnement continu n'était pas possible en utilisant un seul broyeur à marteaux. Il a donc été recommandé de fabriquer et d'installer un second broyeur à marteaux pour effectuer le deuxième passage et installer un système de jet d'eau pressurisée dans les enceintes supérieures des broyeurs. Le projet permettra de tester la fiabilité du système et déterminera l'usure des parties mobiles, la consommation d'énergie et d'eau, les besoins de main-d'œuvre ainsi que le coût de production des fibres de sisal.

21. Néanmoins, l'exécution du projet qui aurait dû se terminer en mars 2006 a accusé un certain retard en grande partie à cause de problèmes logistiques liés à l'achat et au dédouanement d'équipements à l'étranger.

22. Au moment de la rédaction de ce document, l'exécution du projet semble prometteuse et l'ONUDI, agent d'exécution, entend respecter la nouvelle date de clôture fixée au 31 décembre 2006.

III. PROJETS PRESQUE ACHEVÉS OU RÉCEMMENT TERMINÉS

A. DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS ET DES PRODUITS DÉRIVÉS DU SISAL ET DU HENEQUEN

23. Les principaux objectifs de ce projet étaient les suivants: i) établir la faisabilité technique et économique de l'utilisation de fibres de sisal pour la fabrication de papier; ii) mettre au point de nouvelles variétés de sisal se prêtant à diverses utilisations finales; iii) développer des procédés de valorisation commerciale des déchets de sisal; iv) créer des débouchés commerciaux pour les nouveaux produits et étudier des stratégies de pénétration de ces marchés, et v) diffuser largement les technologies et les informations commerciales provenant du projet et promouvoir l'adoption des nouvelles technologies à l'échelon commercial.

24. Les activités du projet ont démarré au début de 1998 et devaient se terminer dans un délai de cinq ans, mais la mise en oeuvre a été prolongée par la suite jusqu'à fin 2005.

25. Le projet a été exécuté par l'ONUDI au Kenya et en République-Unie de Tanzanie.

26. Les activités du projet¹ incluent:

- Des essais agronomiques, notamment des essais concernant d'autres systèmes de production, y compris l'ensemencement à haute densité et la récolte de la plante dans sa totalité;
- Poursuite des essais variétaux. Analyse de données concernant quatre variétés;
- Des travaux sur la culture de méristèmes et l'implantation de pépinières pour permettre la multiplication de masse du matériel sélectionné;
- Construction et mise à l'essai d'une machine permettant de récupérer l'étope;
- Poursuite des recherches sur l'extraction des fibres. Un broyeur à marteaux a été installé durant le premier semestre de 2002 pour l'obtention de fibres à tester pour la production de pâte à papier.

27. Les résultats du projet comprennent:

- Technique pour la multiplication du sisal par culture de tissus, ce qui permet d'obtenir des plantules qui sont uniformes et génétiquement pures;
- Technique pour la multiplication de masse rapide;
- Conservation de banques de gènes de sisal moyennant l'établissement de cultures *in vitro*;
- Conception et installation d'un système permettant de récupérer l'étope;
- Mise au point d'un système amélioré d'extraction des fibres capable d'augmenter les rendements par rapport au système traditionnel;
- Pratiques agronomiques optimales, y compris la densité d'ensemencement, pour maximiser les avantages.

¹ Les activités entreprises au titre de ce projet sont maintenant complétées par le projet réalisé en procédure accélérée « Mise en service d'une installation pilote pour l'extraction et la production continues de fibres de sisal », décrite ci-dessus.

28. Ont été publiés dans le cadre du projet:
- *SISAL: Past Research Results and Present Production Practices in East Africa*, document technique du Fonds commun, n° 8, 2001.
 - *Manual for the In Vitro Culture of Agaves*, document technique du Fonds commun n° 38, 2004.
 - *Project Completion Report* (comprenant une série de rapports individuels sur les composants), 2006.
29. Des ateliers pour la diffusion du projet ont été organisés à Tanga (Tanzanie) en février 2003 et novembre 2004.

B. ABACA: AMÉLIORATION DE L'EXTRACTION DE LA FIBRE D'ABACA ET IDENTIFICATION DE VARIÉTÉS À PLUS HAUT RENDEMENT

30. Ce projet comprend deux grands volets: i) mise au point d'équipements améliorés pour l'extraction des fibres, notamment la fabrication d'outils améliorés, ainsi que des décortiqueuses et des machines d'extraction à moteur; et ii) identification de variétés à haut rendement et résistant aux maladies aux Philippines.
31. Les activités du projet ont démarré aux Philippines en 1999. Durant le deuxième semestre de 2003, des arrangements ont été conclus pour élargir les travaux sur l'extraction des fibres en Équateur. Un atelier a eu lieu pour diffuser les résultats du projet aux Philippines en octobre 2004. Les rapports finals du projet sont disponibles depuis le début de 2006 et sont affichés sur le site Web de l'ONUDI: <http://www.unido.org/doc/27987>.
32. Le projet a porté à la conception, à la construction et à l'amélioration de l'équipement pour l'extraction des fibres, mais ce volet aurait donné de meilleurs résultats si le dialogue avait été plus intense avec les utilisateurs finals potentiels. En particulier, la possibilité d'utiliser les machines est limitée, dans le cas de la machine d'extraction, par le coût et les besoins de main-d'oeuvre pour la faire fonctionner, et dans le cas de la décortiqueuse, par sa dimension et le coût de la construction, qui limitent son utilité dans les petites exploitations agricoles aux Philippines. Il pourrait s'avérer plus utile en Équateur. Si le projet a produit des informations sur la tolérance aux maladies et le rendement d'un certain nombre de variétés dans différentes régions, il n'a pas abouti à des recommandations claires pour les exploitants agricoles.

C. MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET D'EMBALLAGE À BASE DE COCO

33. Ce projet avait pour objectif de démontrer le potentiel d'application d'une technologie spécifique pour la production de panneaux de fibre de grande qualité en exploitant la teneur en lignine de la fibre de coco. Le projet a été exécuté par l'Institut ATO DLO des Pays-Bas.
34. Le projet pilote a démontré sans l'ombre d'un doute qu'il est possible de fabriquer des panneaux sans liant de bonne qualité technique à partir de l'écorce de noix de coco en recourant au traitement thermique et à la compression. D'autres travaux seront nécessaires pour démontrer que ces panneaux peuvent être fabriqués de manière économique sur une échelle commerciale. Le rapport final du projet a été publié à la mi-2006.

IV. NOUVELLES PROPOSITIONS DE PROJET EN ATTENTE

A. DÉMONSTRATION DE TECHNOLOGIES DE POINTE (BIO ET ÉCOTECHNOLOGIES ET TECHNIQUES DE FILATURE) AU PROFIT DES PETITES ENTREPRISES DE TRAITEMENT DES FIBRES DE COCO EN INDE

35. Le projet avait pour objectifs de concevoir, tester, démontrer et diffuser les progrès accomplis dans la production primaire et la filature des fibres de coco. Le coût total du projet d'une durée de trois ans était de 2 598 836 dollars EU et durerait trois ans.

36. Ce projet a été proposé à l'origine dans le cadre d'un projet combiné Inde/Sri Lanka. Sous sa forme préliminaire, il a été approuvé par le Groupe et, avec l'ajout de quelques observations, a été recommandé pour approbation par le Comité consultatif du Fonds commun en juillet 2003. La composante sri-lankaise s'est ensuite poursuivie indépendamment (voir ci-dessus) et la composante indienne a aussi été reformulée plus récemment pour soumission au Fonds commun en tant que projet distinct. Il a été examiné en janvier 2006 par le Comité consultatif du Fonds qui l'a refusé. Le Comité consultatif a déclaré que « ... la proposition de projet révisée n'était plus axée sur un produit de base et était en fait la proposition d'un seul pays prévoyant que la plus grande partie de la contribution du Fonds commun servirait à renforcer la capacité de recherche d'un seul institut national ». Le Secrétariat a tenté d'obtenir une explication plus détaillée pour ce refus assez inattendu mais n'a obtenu que peu de renseignements.

B. PROJET D'ÉTUDE SUR LES AVANTAGES COMPARATIFS DE LA FIQUE ET DE L'ABACA POUR DES APPLICATIONS DES MATÉRIAUX COMPOSITES

37. Cette étude prendra un an. Il s'agit de la proposition d'un projet pilote visant à établir la viabilité technique et économique de la production de matériaux composites, axés sur des composites à matrice polymère. La proposition comprend également des études de débouchés commerciaux pour les fibres de fique et d'abaca telles que les matériaux composites à matrice polymère (thermodurcissables et thermoplastiques) pour les industries automobile et du meuble par rapport aux fibres naturelles concernant la qualité, le prix, la fiabilité de l'approvisionnement. Une première version de cette proposition, alors intitulée: Évaluation des fibres de fique et d'abaca, comme solution de remplacement des cultures illégales, a été approuvée par le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures en 2003, mais la proposition n'a pas encore été entièrement formulée sous une forme appropriée pour soumission au Fonds commun.

C. ATELIER TECHNIQUE SUR LES MATÉRIAUX COMPOSITES À BASE DE FIBRES NATURELLES

38. Au titre de cette proposition à procédure accélérée, des consultations seraient tenues avec des experts des matériaux composites et des experts industriels afin d'identifier les facteurs qui pourraient conduire à une pénétration accrue du marché des matériaux composites à base de fibres naturelles (sisal, abaca, coco, jute et curauà). Ce concept a été entériné par le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures à sa trente-troisième session en 2004, mais la proposition doit encore être mise définitivement au point avant d'être examinée par le Fonds commun.

D. UTILISATION INDUSTRIELLE INTÉGRÉE ET DURABLE DES ESPÈCES D'AGAVES – BOUCLER LA BOUCLE DANS LE SECTEUR DES AGAVES

39. Cette proposition a été préparée par l'ONUDI pour inclure les activités de Cuba, du Mexique et de la Tanzanie, et porte sur la mise au point de l'extraction d'inuline et d'autres

substances actives sur le plan pharmaceutique, y compris la production de solvants organiques (éthanol en particulier) à partir de déchets d'agaves. Une partie du projet se concentrerait sur la sélection des espèces les plus appropriées pour être clonées et multipliées moyennant la micropropagation de masse. Ce concept a été entériné par le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures à sa trente-troisième session en 2004. Le document a été transmis au secrétariat du Fonds commun pour un examen informel, et il a été conclu que le profil était insuffisamment développé pour permettre un examen utile par le Comité consultatif du Fonds.

E. METTRE AU POINT, NORMALISER ET DÉMONTRER L'UTILISATION DES COMPOSITES POLYMÈRES DE COCO POUR DIFFÉRENTES APPLICATIONS PAR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

40. Cette proposition a été transmise au Central Coir Research Institute de l'Inde, mais elle doit encore être peaufinée avant de pouvoir être examinée formellement par le Fonds. L'objectif est de mettre au point et de démontrer l'utilisation de matériaux composites pour la fabrication de meubles. La proposition n'a pas été examinée par le Groupe intergouvernemental.

41. Il découle de la sixième Consultation intersessions de décembre 2005 qu'un projet est nécessaire pour aborder le problème de la cercosporiose de Korogwe du sisal, et de développer la production d'extraits tels que l'inuline et l'alcool provenant du sisal. Aucune proposition n'a été formulée sur la cercosporiose de Korogwe et son éventuel soutien par le Fonds commun n'a pas été clairement indiqué. La production d'inuline et d'alcool est couverte par la proposition *Utilisation intégrée et durable des espèces d'agaves – boucler la boucle dans le secteur des agaves* décrite ci-dessus.

V. PROJETS FUTURS

42. Les délégués pourront, s'ils le souhaitent, examiner tous les aperçus de projet supplémentaires sur les fibres dures qui lui seront soumis. Ces propositions devront parvenir au Secrétariat longtemps avant la réunion.

43. En examinant de nouvelles propositions, les délégués pourront tenir compte des orientations récentes fournies par le Fonds commun qui comprennent les points suivants:

- On donnera la priorité aux projets régionaux par rapport aux projets nationaux, en évitant les projets isolés et en cherchant des liens avec d'autres projets;
- L'accent mis sur les résultats et l'impact sera très important et il faudra choisir les interventions qui ont les meilleures chances de répondre aux objectifs spécifiés;
- Le choix d'un agent d'exécution de projet possédant les qualifications techniques et de gestion appropriées est déterminant pour la mise en oeuvre réussie d'un projet. Le Fonds devrait élaborer des directives pour la sélection des agents d'exécution.
- La possibilité de financer les projets par des prêts reste et sera améliorée.
- Les activités de diffusion des projets devraient être mieux ciblées et il faudrait prendre en considération d'autres méthodes et matériels de diffusion tels que les matériels didactiques pour les agents de vulgarisation agricole. Les projets devraient comprendre une stratégie de diffusion complète et l'évaluation de l'impact du projet devrait porter sur l'impact de la diffusion.

44. Il y a lieu de signaler deux changements dans les procédures suivies par le Fonds commun, à savoir:

- À l'avenir, le Comité consultatif n'encouragera plus la répétition d'une deuxième soumission d'un projet. Les projets qui ne satisfont pas aux conditions du Fonds commun après deux soumissions ne seront plus réexaminés.
- Le démarrage du projet ne pourra être renvoyé sans motif; si le premier versement de fonds et le commencement de l'exécution des projets n'ont pas lieu dans un délai de deux

ans après l'approbation du projet, le Comité exécutif examinera le projet et pourra l'éliminer.

VI. AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT DES PRODUITS DE BASE DU FONDS COMMUN AVEC LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL

A. PLAN D'ACTION QUINQUENNAL DU FONDS COMMUN

45. Dans le cadre de ses efforts pour élaborer un second Plan d'action quinquennal, le Fonds commun restreint ses interventions au titre de projet aux domaines prioritaires critiques où il estime qu'il y aura un avantage comparatif et un impact maximal. Ces domaines comprennent:

- Efficacité et compétitivité de la filière d'approvisionnement;
- Diversification et valeur ajoutée; et
- Accès au marché et développement commercial.

46. Le Fonds a demandé à chacun des OIP, y compris le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures, d'identifier les domaines prioritaires pour les interventions du Fonds commun; cela permettra au Fonds de préparer un plan d'action quinquennal qui constituera la base pour un appui du programme à des OIP et à des produits de base spécifiques. Ainsi, il sera possible de renforcer la prévisibilité des financements par le Fonds commun, de rendre plus cohérents à l'échelon mondial les projets financés par le Fonds commun et de soutenir la mobilisation de fonds auprès de donateurs en vue d'un développement impulsé par des produits de base. Il est demandé aux OIP de fournir: i) une liste des programmes et ii) une liste des projets. L'information obtenue permettra de préparer le prochain Plan d'action quinquennal du Fonds commun avec des contributions de toutes les parties et sur la base de l'approche par programme. Toutefois, le Fonds a fait savoir qu'il reconnaît que les marchés des produits de base subissent des changements continus, et qu'il n'entend pas établir un plan quinquennal rigide, mais plutôt un plan indicatif qui sera revu et révisé périodiquement en consultation avec les OIP.

47. Les délégués souhaiteront peut-être définir un nombre limité de priorités clés pour les interventions futures du Fonds commun et, si possible, proposer des projets qui contribueraient à ces priorités. Il y a lieu de noter qu'un examen de la Stratégie de valorisation des produits de base est inscrite à l'ordre du jour de la Réunion conjointe et les délégués pourraient souhaiter consulter le document CCP: HF 04/4- JU 04/4 (Révisé).

B. ATTENTION ACCORDÉE PAR LE GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES FIBRES DURES À L'APPROBATION DES PROPOSITIONS DE PROJETS ET À LA SUPERVISION DES PROJETS EN COURS D'EXÉCUTION

48. En tant qu'organe de supervision, le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures est tenu d'utiliser les compétences dont il dispose pour évaluer correctement la viabilité technique des nouvelles propositions et assurer l'exécution effective des projets. Cette question a été examinée au cours de la sixième Consultation intersessions qui, après avoir débattu des modalités suivant lesquelles le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures approuve et supervise les projets, a demandé que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du Groupe intergouvernemental sur les fibres dures pour débat ultérieur.

49. Le Fonds commun pour les produits de base s'attend à ce que le Groupe intergouvernemental sur les fibres dures n'approuve que les projets qui contribuent à la stratégie du Groupe, qui sont techniquement réalisables et qui répondent aux besoins de l'industrie des fibres. Le Groupe intergouvernemental n'a pas toujours été en mesure de garantir que ses projets répondent à ces exigences. Le Groupe est petit, comme son Secrétariat, et si certains membres se sont montrés prêts à revoir les propositions, les compétences techniques requises ne sont pas

toujours disponibles. Le Fonds commun n'a pas mis de fonds à disposition pour cette évaluation, bien qu'il ait financé la formulation de certaines propositions de projets.

50. Les délégués souhaiteront peut-être étudier des moyens de faire en sorte que les projets approuvés soient techniquement valables et apportent le plus d'avantages possible à l'industrie des fibres dures.

Tableau 1. Récapitulatif des projets sur les fibres dures financés par le Fonds commun pour les produits de base

Fibre	Titre	Valeur en dollars EU			Emplacement des activités du projet	Date de démarrage	Date d'achèvement
		Subvention du Fonds commun	Prêt du Fonds commun	Budget total			
A. Projets en cours ou en phase de démarrage							
Sisal	Utilisation écologique des déchets de sisal pour la production de biogaz et d'engrais biologiques	927 712		1 500 812	République-Unie de Tanzanie	2004	2007
Sisal	Valorisation du sisal: remplacement de l'amiante par la fibre de sisal dans les composites ciment	672 500		1 362 500	Brésil	2006	2008
Fibre de coco	Installation pilote pour un traitement efficace des fibres de coco et un contrôle effectif de la qualité	480 373		730 765	Sri Lanka	2005	2007
Sisal	PROJET EN PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE: Mise en service d'une installation pilote pour l'extraction et la production continues de fibres de sisal	118 500		135 750	République-Unie de Tanzanie	2005	2006
B. Projets presque achevés ou récemment terminés							
Sisal	Développement des marchés et des produits dérivés du sisal et du henequen	2 570 000	1 250 000	5 374 966	République-Unie de Tanzanie, Kenya	1998	2005
Abaca	Amélioration de l'extraction de la fibre d'abaca et identification de variétés à plus haut rendement	841 240		1 456 134	Philippines	1998	2005
Fibre de coco	Matériaux de construction et d'emballage à base de coco	1 398 000		1 698 000	Pays-Bas, Philippines	2000	2005

C. Propositions de projets en attente					État d'avancement
Fibre de coco	Démonstration de technologies de pointe (bio et écotechnologies et techniques de filature) au profit des petites entreprises de traitement des fibres de coco en Inde	1 548 694	3 097 388	Inde	Rejetée par le Fonds commun
Toutes	Atelier technique sur les matériaux composites à base de fibres naturelles	38 900	65 000	Europe	Approuvée en principe par le Groupe intergouvernemental. Pas encore formulée pour obtenir l'approbation du Fonds commun
Diverses	Projet d'étude sur les avantages comparatifs de la fiqu et de l'abaca pour des applications des matériaux composites	44 000	189 000	Brésil, Philippines, Équateur et Colombie	Approuvée en principe par le Groupe intergouvernemental. Pas encore formulée pour répondre aux exigences du Fonds commun
Sisal	Utilisation industrielle intégrée et durable des espèces d'agaves – Boucler la boucle dans le secteur des agaves	3 600 000	5 900 000	Cuba, Mexique, République-Unie de Tanzanie	Entérinée en principe par le Groupe intergouvernemental, examinée officieusement par le Fonds qui demande qu'elle soit peaufinée.
Fibre de coco	Mettre au point, normaliser et démontrer l'utilisation des composites polymères de coco pour différentes applications par les petites et moyennes entreprises	1 100 000	2 500 000	Inde	N'a pas encore été examinée par le Groupe intergouvernemental, ni par le Fonds commun